

DANS L'INDUSTRIE, LES ACTIONS ANTIMILITARISTES SE POURSUIVENT

24 septembre 2026 [Guerre](#), [Luttes sociales](#)

Chaque 21 septembre, c'est la «journée internationale pour la paix». Et c'est peu dire que cette date est oubliée en France. Les discours guerriers sont omniprésents dans tous les médias sans aucun contre discours, les budgets de l'armement explosent, les mobilisations populaires contre le militarisme peinent à exister dans le débat. Pourtant les actions existent, la preuve au Mans et à Saint-Nazaire.

Contre les drones militaires

Signe des temps, les usines automobiles Renault sont en train de transformer une partie de leurs chaînes de production vers l'armement. C'est un présage inquiétant, la firme Renault s'était déjà massivement enrichie grâce aux deux guerres mondiales, et est donc à nouveau en train de basculer du secteur civil vers le secteur militaire.

C'est l'usine du Mans qui a été choisie pour un projet piloté par la Direction Générale de l'Armement : l'assemblage de drones militaires sur les chaînes de montage qui étaient jusqu'ici réservées aux voitures. Contre cette transformation, la CGT Renault Le Mans organisait un débrayage le 21 septembre devant l'usine, proclamant : «Non à l'économie de guerre».

C'est un premier geste significatif, car il résiste au chantage à l'emploi, brandi par les patrons pour justifier tous les projets mortifères. Le syndicat revendique de son côté «une industrie utile aux populations et la paix». Thomas Vincent, salarié interrogé dans la presse locale, explique que «si on a besoin de diversifier nos activités, il faut rester dans le domaine de la mobilité». Le délégué syndical Rachid Karroumi résume la situation : «Au nom du fric, plus d'éthique» et déclare «On ne veut pas choisir entre emploi et conviction».

Le projet d'assemblage de drones doit entrer en fonction en 2027. Et les médias dominants attaquent violemment cette mobilisation courageuse, en tentant de dénigrer les syndicalistes. Certains

articles font des parallèles vaseux entre la CGT et le pacte germano-soviétique, accusant le syndicat de Renault de pactiser avec «l'ennemi». Notre camp doit soutenir et visibiliser cette résistance ouvrière, car elle met en lumière la dynamique qui s'enclenche : au nom de la «menace géopolitique», les autorités sont tentées de museler encore plus les luttes sociales, et pourraient bien interdire les grèves au nom des «intérêts de la nation». Quant aux syndicalistes, ils sont donc déjà traités d'ennemis intérieurs lorsqu'ils refusent la course à la guerre. Et demain, à qui le tour ?

Un salon de l'emploi kaki à Saint-Nazaire

La ville portuaire est un autre grand bassin industriel fortement touché par la militarisation. L'État veut y construire [un énorme porte-avions nucléaire à plus de 12 milliards d'euros](#), et promet des milliers d'emplois dans la ville. Derrière ce projet, d'autres commandes militaires irriguent l'économie de Saint-Nazaire, et les patrons se frottent les mains, car les « carnets de commande » sont pleins.

À Saint-Nazaire aussi, la CGT tient bon, et dénonce à la fois le projet de porte-avions et l'économie de guerre. Notamment [lors d'une grande manifestation antimilitariste](#) qui a eu lieu dans la ville le 8 mai dernier.

Ce 22 septembre, un grand «salon de l'emploi» était organisé dans l'ancienne base sous-marine de la ville, vestige de la seconde guerre mondiale. Une quarantaine d'entreprises venaient y proposer plus de 1.500 postes à pourvoir, dont une grande partie dans l'industrie militaire et la défense. Un stand officiel invitait par exemple les visiteurs à rejoindre la réserve de l'armée dans le cadre d'un «engagement souple».

Mais quelques voix sont allées porter la contradiction, en brandissant une banderole «Ni chair à patron, ni chair à canon» devant l'entrée. En effet, le néolibéralisme en crise ne propose qu'un horizon sinistre à la jeunesse : celui de trimer dans des boulots précaires ou d'enfiler un uniforme. Un projet refusé par le collectif local «À bas la guerre», qui continue de mener le combat dans la ville.

Il ne s'agit sans doute que de «petites» initiatives, mais elles rappellent que, sans la classe ouvrière, aucune guerre, aucun massacre, aucun génocide ne peut avoir lieu. Les travailleurs et les travailleuses peuvent refuser de produire des armes, de transporter du matériel militaire, d'acheminer des soldats ou du carburant pour l'armée. Ils peuvent bloquer les ports, les aéroports et les marchands de canons. Autrement dit, c'est le monde ouvrier et lui seul qui peut empêcher l'économie de guerre et barrer la route au destin funeste que prévoient nos dirigeants.

Une journée de mobilisation nationale pour la paix, le climat et la justice sociale est annoncée ce samedi 26 septembre 2026, partout en France.